

AUTRE JEUNESSE OU AUTRE ENGAGEMENT ? ÉTUDIER L'ENGAGEMENT DES JEUNES A TRAVERS L'OFFRE DISPONIBLE

HUGUES RENARD
Assistant-Doctorant à l'Université de Liège

81^e congrès de l'ACFAS,
Université Laval, Québec, 6 et 7 mai 2013
Colloque : « Repenser l'engagement des jeunes. Dépasser le champ politique pour
appréhender l'engagement des jeunes dans diverses sphères de leur vie. »

Introduction

Il est classique aujourd'hui d'entendre proclamer que la participation politique est en baisse. Ce déclin est, au sein des partis politiques, acté et quantifié par un certain nombre d'études multinationales concordantes (Van Biezen, Mair & Poguntke, 2012). Ce constat ne répond malheureusement pas à la question fondamentale : pourquoi ? Quels sont les déterminants de la participation politique et, par conséquent, de ses variations ?

Les déterminants de la participation politique peuvent être recherchés à trois niveaux : micro, méso et macro (Van Haute, 2009 ; Morales, 2009). Le niveau micro est celui des caractéristiques individuelles des citoyens : leur statut socio-économique, leur psychologie, leurs orientations politiques, etc. Le niveau méso est organisationnel, on y étudie les institutions intermédiaires qui encadrent la participation, leurs structures, leurs objectifs. Enfin, le niveau macro est celui du système politique global : dans quel cadre juridique et social ces institutions et ces individus évoluent-ils ? L'essentiel de la littérature cherchant à explorer les déterminants de la participation politique étudie le niveau micro : en quoi les belges et les français sont-ils différents, qui puisse expliquer que ces derniers soient trois fois moins nombreux à être affiliés à un parti politique ? En quoi les anglais contemporains sont-ils différents de la génération antérieure, qui puisse expliquer le déclin de cette même affiliation ? Cette voie, bien que riche d'enseignements, ne suffit pas à percevoir la complexité des déterminants de la participation politique. Chaque niveau - macro, méso et micro – doit être étudié en relation avec les autres (Morales, 2009).

Notre objectif est ici de proposer une analyse de la participation au niveau méso. A travers le concept d'offre de rétribution, nous souhaitons réfléchir à la manière dont l'étude des institutions intermédiaires peut nous aider à apporter des réponses supplémentaires à la question des déterminants de l'engagement. Après l'avoir brièvement exposé, nous confronterons ce concept à la réalité de quatre organisations de jeunesse politiques en Belgique francophone.

1. Le concept d'offre de rétribution

Notre réflexion s'appuie sur un postulat simple, qui est que toute implication d'un individu au sein d'une organisation militante résulte d'un rapport bénéfice/coûts positifs. Le fait d'être membre d'une organisation représente un certain nombre de coûts – ne serais-ce qu'en terme de temps. Un individu n'est militant, selon ce postulat, qu'à condition que la somme des bénéfices, ou rétributions, qu'il perçoit en cette qualité soit supérieure à la somme des coûts. Dans ce cadre, l'offre de rétribution d'une organisation militante est l'ensemble des rétributions dont ses membres peuvent bénéficier en participant à ses activités.

Précisons rapidement ce que nous entendons ici par rétributions du militantisme. Daniel Gaxie les définit comme étant « des satisfactions, des avantages, des plaisirs, des joies, des bonheurs, des profits, des bénéfices, des gratifications, des incitations ou des récompenses offertes par les activités militantes à celui qui les pratique » (Gaxie, 2005). Nous accordons à ce terme la signification la plus large possible : est considérée comme une rétribution tout élément influençant favorablement la participation d'un individu. De la même manière, les coûts sont alors les éléments influençant défavorablement cette participation.

Bien que le vocable coût/bénéfice se rapporte traditionnellement aux théories du choix rationnel, nous nous en distançons clairement en ce que notre hypothèse n'implique aucune conscience de cet équilibre coût/bénéfice de la part de l'individu. Aucune conscience, et donc *a fortiori* aucune recherche délibérée et encore moins de calcul rationnel.

Analyser les déterminants de l'engagement sous le prisme de l'offre de rétribution élargit la réflexion à plusieurs niveaux. Premièrement, cela permet de combiner les analyses micro et méso en relativisant l'influence de chacun de ces niveaux sur la participation politique. Ensuite, cela pousse à dépasser certaines frontières artificielles en considérant d'abord les organisations en fonction de leurs caractéristiques internes et non pas en fonction de leur finalité. Enfin, le concept d'offre de rétribution invite à analyser l'engagement comme un processus de longue durée et évolutif, non comme un objet figé.

Relativiser rétributions et caractéristiques individuelles

Notre définition d'une rétribution implique qu'aucun élément n'a intrinsèquement de valeur rétributive. Un élément n'est en effet une rétribution que si il a un effet positif sur la propension d'un individu à s'engager. Or, cet effet varie en fonction des individus et de leurs spécificités. En se réappropriant le langage de la science-économique, Hirschman parle ainsi d' « échelles de préférences individuelles » (Hirschman, 1982). En d'autres termes, une caractéristique d'une organisation - telle par exemple la possibilité de participer à un événement quelconque - peut avoir un effet positif sur la propension à s'engager d'un individu et un effet négatif sur un autre.

L'influence positive ou négative des éléments méso sur la participation est donc relative. Plus important, c'est également le cas des éléments micro. Prenons l'exemple de l'âge : certaines organisations vont plus facilement attirer à elles des militants d'une certaine tranche d'âge, d'autres auront plus de succès auprès de militants plus âgés ou plus jeunes. L'âge n'est pas, intrinsèquement, déterminant : c'est le contexte qui en fait un facteur significatif.

Selon cette logique, l'engagement d'un individu n'est pas tant la conséquence de caractéristiques individuelles propices, ni d'une offre de rétribution élevée, mais résulte d'une adéquation entre une échelle de préférences individuelle et une offre de rétribution.

Du point de vue de celui qui souhaite non seulement comprendre mais également influencer sur la participation politique au sein d'une société, cela signifie qu'il dispose de deux voies d'actions. Il peut vouloir modifier les échelles de préférences, travailler au niveau micro via l'éducation et l'information. Mais il peut également chercher à intervenir au niveau méso, vouloir ouvrir des opportunités de participation en adaptant l'offre de rétribution à la demande

Oublier la finalité des organisations

Etudier la participation via le concept d'offre de rétribution signifie également aborder les organisations militantes sous l'angle de leur structure et de leur rapport aux membres, et non plus principalement sous l'angle de leurs objectifs. Cela permet d'ouvrir certains objets d'études à des réflexions et des méthodes qui ne leur sont traditionnellement pas appliqués. Prenons l'exemple des partis politiques.

D'un Etat à un autre, d'une époque à une autre, les termes « parti politique » désignent une multitude de réalités. De Duverger (1951) à Katz et Mair (1995), en passant par Kirchheimer (1966) et Manin (1996), les études majeures concernant les partis politiques ont voulu en analyser les différents types, les variations de leurs rapports avec l'état et avec la société. Malgré cette variété, lorsqu'apparaît la question de la participation, l'engagement partisan devient une catégorie que l'on peut comparer géographiquement et temporellement. Parallèlement, les différentes théories de l'action collective actent l'existence d'une multitude de mouvements et d'organisations accueillant un engagement militant, et admettent la nécessité d'analyser la spécificité de chacun d'eux (Cefaï, 2007).

Un grand nombre de mouvements sociaux ont bénéficié de leur modernité : l'engagement dans les mouvements des « sans », les mouvements altermondialistes ou d'indignés sont supposés novateurs car effectués au sein d'institutions aux finalités nouvelles, et méritent à ce titre d'être étudiés spécifiquement. Cette tendance à lier la spécificité de la finalité d'une organisation à la spécificité d'un type d'engagement se retrouve également dans la littérature portant sur les partis politiques. En France, un certain nombre de travaux portent sur la socialisation à l'œuvre au sein du Parti Communiste et du Front National. Ces travaux posent des questions fondamentales qui ne sont pas forcément posées dans le cadre des partis dits « traditionnels ».

Aborder les partis politiques sous l'angle de leur offre de rétribution permet d'oublier leurs finalités et met en exergue les rapprochements possibles entre l'engagement partisan et l'engagement au sein d'autres types de mouvements sociaux. Certaines réflexions et techniques développées dans le cadre de ces mouvements méritent d'être transposées aux partis. Dans le même temps, cela permet de distinguer des partis qui, bien que semblables à première vue, peuvent présenter des différences importantes quant aux dynamiques d'engagement.

Une analyse processuelle de l'engagement

L'essentiel de la littérature focalise son analyse sur le moment de l'engagement, le passage du citoyen non impliqué au statut de militant. Or, ce moment est tout à fait particulier et, si sa compréhension est nécessaire, elle ne suffit pas à comprendre l'engagement dans la durée. L'équilibre coût/rétribution d'un premier acte de participation est tout à fait différent de celui du deuxième. Il est intéressant sur ce point de voir que des stratégies spécifiques sont mises en place par les organisations elles-mêmes pour réduire ce coût : préparation de journées spécifiquement dédiées à l'accueil de nouveaux membres, système de parrainage, etc. Malgré cela, les militants rencontrés qui ont participé à leur première activité sans y être accompagnés par un membre sont des exceptions.

De la même manière, et c'est un élément beaucoup plus rarement exploré dans la littérature, le moment de l'éventuelle désaffection, le choix entre *exit*, *voice* et *loyalty* (Hirschman, 1970) mérite d'être observé sous l'angle du rapport coût/bénéfice. Une carrière militante modifie une échelle de préférence : quitter l'organisation signifie rompre un certain nombre de contacts, renoncer à une part de son identité, remettre en cause une image construite avec le temps. Renoncer au militantisme partisan a donc un coût, coût qui peut expliquer que certains militants de longue date renoncent à renoncer à leur implication, et ce même si un certain nombre de rétributions ont disparu.

L'offre de rétribution permet de concevoir l'engagement comme un processus de longue durée (Fillieule, 2001). Nous pouvons focaliser l'analyse sur des moments spécifiques d'une carrière militante : quels sont les coûts ou rétributions qui apparaissent lors du premier acte d'engagement ou lors du désengagement ? Nous pouvons également étudier la modification progressive des échelles de préférence : quelles sont les rétributions spécifiquement perçues ou spécifiquement appréciées par les membres les plus anciens de l'organisation ? Quelles rétributions sont attachées à l'occupation de tel ou tel poste ? Quelles rétributions disparaissent ou apparaissent avec le temps ? L'équilibre coût/bénéfice de l'engagement est en constante mutation.

2. L'offre de rétribution de quatre organisations de jeunessees partisans

Les organisations étudiées dans le cadre de cette communication sont des sections de jeunessees des quatre principaux parti politiques belges francophones : le Mouvement des jeunes Socialistes (MJS), les jeunes du Mouvement Réformateur (JMR), les jeunes du Centre Démocrate Humaniste (JCDH) et Ecolo J (EJ). Ces quatre partis ont en commun d'être des partis de gouvernement, c'est-à-dire selon la définition de Peter Mair des partis qui connaissent ou ont connu l'exercice des responsabilités exécutives, et qui souhaitent les exercer dans l'avenir (Mair, 2009). Cette sélection exclu des organisations de jeunessees partisans extrêmement actives, notamment d'extrême gauche. Il s'agit pour nous d'étudier des organisations ayant des finalités similaires, pour mieux les comparer.

Nous avons interrogé vingt membres de ces organisations de jeunessees partisans, en mars et avril 2010 et entre septembre et novembre 2013. Ces jeunes ont des profils divers : certains militent depuis longtemps alors que d'autres sont de jeunes inscrits, certains

d'entre eux occupent des postes à responsabilité au sein des organisations. Aucune des personnes interrogées n'y occupe un poste de permanent, c'est-à-dire de salarié. Nous leur avons demandé, de la manière la moins directive possible, de nous parler de l'organisation dont ils sont membres, des activités auxquelles ils ont participé, de leur parcours de militant, de la place que prenait cette activité militante dans leur vie quotidienne, de leurs attentes, de leurs satisfactions et de leurs déceptions, ainsi que de la vision du futur de leur carrière militante. Nous avons également eu l'occasion de participer, comme observateur, à plusieurs activités organisées par ces organisations.

Éléments communs

Le monopole d'une offre de rétribution spécifique

Le contexte partisan en Belgique francophone correspond sur certains points à la théorie du *Cartel Party*, dont la traduction francophone proposée la plus satisfaisante est selon nous le « service public de démocratie » (Bacot, 2009). Dans ce système, « les partis représentent moins les agents de la société civile cherchant à influencer ou à contrôler l'Etat que des courtiers entre la société civile et l'Etat » (Katz et Mair, 1995). Sans avoir ici la possibilité de développer ce point, il nous permet d'introduire trois caractéristiques des organisations qui nous intéressent, et qui ont une influence sur leur offre de rétribution.

Les partis politiques sont des institutions existantes en nombre exclusivement limité. Si cette posture est intenable dans l'absolu, elle nous semble logique dans le cadre d'une recherche portant sur le rapport des citoyens aux institutions intermédiaires que sont les partis politiques. Nous pouvons en effet affirmer que le citoyen, envisageant de s'engager dans un parti politique, n'a le choix que de s'affilier à l'une des structures existantes. Créer un parti ou transformer un parti existant relève d'un tout autre type d'engagement.

Ces partis détiennent le quasi monopole de la fonction de recrutement politique. Le militantisme partisan est un passage obligé pour occuper un certain nombre de postes, quelque soit le niveau auquel on se trouve. Il ne s'agit pas de dénoncer un quelconque partitocratie. Simplement, l'Etat belge est construit autour du principe de neutralité inclusive, qui implique l'intervention des partis à tous les niveaux de pouvoir. Ces partis détiennent également le monopole de l'offre électorale. Ils définissent l'agenda politique médiatique et tracent les clivages vis-à-vis desquels les citoyens sont amenés à se positionner.

Justifications sociales

La littérature démontre largement l'importance de l'origine sociale de l'individu dans sa propension à s'engager. Le passé militant des parents est notamment un élément significatif. Cela peut s'expliquer facilement par l'acquisition de ressources et compétences, ainsi que par une structure d'opportunité – les contacts préalables au sein d'organisations militantes – plus favorable. Un troisième élément, selon nous très important, est mis en exergue par le concept de rétribution : le statut de militant modifie considérablement l'image d'un individu auprès de son entourage.

Cet élément a des conséquences variables selon les cas. La plupart des militants rencontrés disent percevoir, dans les yeux de leur entourage, une certaine fierté de leur activité

militante. Nous trouvons souvent, dans ces familles, un passé militant. Dans les rares situations où l'entourage proche désapprouve l'engagement, ou simplement n'y prête que peu d'importance, le militant interrogé nous confie en ressentir une importante déception. L'engagement dans un parti politique est une mise en cause de soi et de son image importante, et les réactions positives ou négatives de l'entourage proche constituent des coûts ou des rétributions influents. Il est probable que l'âge des militants interrogés, entre 18 et 25 ans, accentue cet élément.

Les effets sont similaires mais moins intenses en ce qui concerne l'entourage plus lointain, tels les collègues de travail ou les camarades d'université. Les militants disent tenter d'éviter le sujet auprès de personnes qu'ils savent soit hostiles soit ignorantes du milieu partisan, car ces discussions débouchent régulièrement sur une tentative désagréable de justification.

Éléments spécifiques

Le mouvement des jeunes socialistes

Le parti socialiste est le parti politique dont la structure actuelle reflète le plus fidèlement l'ancien système consociatif belge. Dans celui-ci, la population belge était divisée en trois mondes : catholique, socialiste et libéral. Chacun de ces mondes sociaux était constitué d'institutions propre : un parti politique, une mutuelle, un syndicat, des mouvements de jeunesse, des clubs sportifs, etc., et chaque citoyen faisait partie de l'un de ces mondes. Ce système a aujourd'hui en partie disparu, mais le parti socialiste reste entouré d'un grand nombre d'organisations satellites, dont le Mouvement des Jeunes Socialistes.

Une conséquence de cette intégration dans la mosaïque des organisations socialistes est qu'une portion importante du temps consacré au MJS l'est dans le cadre d'une activité centrée sur une autre des organisations satellites, et non par le MJS lui-même. Être membre du MJS, c'est faire partie d'un ensemble plus large que cette seule organisation. Le nombre d'activités accessible aux membres est donc très important : invités à participer à l'ensemble des événements liés au monde socialiste, les opportunités sont nombreuses. De plus, il ressort de nos interviews que la « valeur » d'un militant, son implication et son attachement à l'organisation, se mesure aux yeux des autres membres à son taux de participation à toutes ces activités. Un engagement optimal au sein des MJS requiert donc un investissement majeur en termes de temps. Les plus impliqués des membres rencontrés nous confient que cet investissement est tel que l'ensemble de leurs activités sociales ont, de près ou de loin, un lien avec le parti : les amis avec lesquels ils sortent le soir, les camarades d'université les plus proches, les relations sentimentales, etc. sont membres du MJS. L'organisation prend trop de place pour en laisser à d'autres cercles sociaux et, dans le même temps, offre une palette d'activités suffisantes pour remplacer celles qu'il faut abandonner à son profit.

Le MJS représente pour ses membres une porte d'entrée vers le parti, un moyen de percer au sein d'une organisation qui compte énormément de membres et où les places sont chères. Obtenir un poste à responsabilité au sein du MJS est un tremplin vers des ressources et une visibilité permettant d'intégrer de plus hautes responsabilités. Cet élément implique une importante rivalité entre les membres : l'attribution de responsabilités, les relations avec les responsables du parti, les prises de parole en public sont des enjeux majeurs

auxquels les membres accordent énormément d'importance. Dans le même temps, l'enjeu autour de ces postes et fonctions leur attribue une grande valeur symbolique aux yeux des membres, en obtenir un représente une rétribution importante en soit.

Le rapport idéologique au parti est à la fois lâche et sans concession. Sans concession, parce que le discours des militants décrit le fait d'être socialiste comme un état et non pas comme un choix. Il ne s'agit pas, pour eux, d'avoir une pensée proche ou éloignée d'une doctrine, mais bien d'être ou de ne pas être socialiste. Lâche parce que cela n'implique pas une adhésion automatique aux positions du parti et de ses mandataires. Les critiques à l'égard des responsables et portes paroles du parti sont nombreuses, au moins hors des discours officiels. Ces critiques ne se présentent toutefois pas comme une opposition au parti, mais comme une dénonciation de positions infidèles aux principes du socialisme (ou aux principes de gauche, selon le vocabulaire de l'interlocuteur).

Les actions menées et les thématiques abordées sont très variables d'une section MJS à l'autre. Celles-ci sont en effet fortement indépendantes, plus liées à la section locale du PS qu'aux autres sections MJS.

L'offre de rétribution du MJS est centrée sur la vie interne au monde socialiste. Un investissement au sein du MJS offre la possibilité d'accéder à des fonctions fortement valorisées au sein de l'organisation elle-même ou du parti. Il permet également de construire un réseau social dense. Le corolaire est que l'investissement en temps et en énergie nécessaire pour profiter pleinement de ces rémunérations est très important.

Les jeunes du Mouvement Réformateur

Les JMR constituent une organisation plus centralisée que le MJS. Leurs activités sont coordonnées au niveau national et consistent principalement en une mise en valeur des positions et des idées du parti, notamment auprès des électeurs jeunes.

L'idée d'unité revient très régulièrement dans le discours des JMR, idéologiquement et socialement. Idéologiquement, aucune critique vis-à-vis du parti ne ressort des interviews effectuées. Mieux, l'idée que le parti soit traversé par plusieurs courants idéologiques n'apparaît pas. Socialement, nos interviews font ressortir un sentiment de fierté d'appartenance au groupe, couplé d'un certain mépris vis-à-vis des militants d'autres formations politiques. Ce que Tilly et Tarrow (2008) appellent la frontière entre « eux » et « nous » est particulièrement sensible. Les termes « familles » et « entre nous » reviennent régulièrement pour désigner les membres de l'organisation. Ce sentiment d'appartenance dépasse les JMR ou le parti pour englober un monde plus large, une certaine idée de classe sociale. Cet élément est illustré par les liens qui unissent les JMR et leurs équivalents flamands et européens. Plusieurs fois par an, des voyages en Europe sont organisés durant lesquels se déroulent des rencontres avec d'autres jeunes libérales. De manière générale, lorsqu'il ne s'agit pas de promouvoir le parti vers l'extérieur, l'essentiel des activités organisées par les JMR sont ludiques et participent au renforcement du sentiment d'unité.

Les activités de réflexions idéologiques sont rares : la ligne politique des JMR est directement liée à celle du parti, qui n'est pas réellement discutée au sein des organes des JMR. Les réflexions de fond produites par les JMR concernent des sujets propres à la jeunesse, et sont présentés comme des suggestions au parti.

L'offre de rétribution des JMR est centrée sur ce sentiment d'appartenance et la construction d'un réseau de relations. Ce sentiment d'appartenance dépasse la section locale ou les JMR dans leur ensemble, il se rattache à un monde, à une classe sociale. Un manque d'attrait pour les activités de socialisation avec les autres membres du groupe rendrait tout engagement au sein de cette organisation impensable, de même que de trop importants doutes sur la ligne politique du parti.

Les jeunes du Centre Démocrate Humaniste

Les JCDH constituent la plus floue de nos quatre organisations de jeunesse. Elle ne possède pas de logique d'adhésion ni d'objectifs propres, mais rassemble, de fait, les plus jeunes membres du parti. La bannière JCDH permet à ces derniers, s'ils le souhaitent, de bénéficier d'une certaine légitimité pour lancer des initiatives dans lesquelles ne seraient pas impliqués l'ensemble des militants du parti. Les JCDH n'offrent pas de rétributions distinctes de celles du parti CDH. Les instances régionales et nationales offrent bien une certaine visibilité auprès des responsables du parti, mais ces postes sont occupés des membres qui sont, déjà, installés au sein de celui-ci.

Ecolo J

Ecolo J est l'organisation de jeunesse partisane la plus autonome de son parti. C'est d'ailleurs le seul cas où l'adhésion aux deux entités est clairement distinguée. Le centre de gravité de la structure est essentiellement régional : le détachement au parti permet une dissymétrie des deux structures, et le type d'activité proposé nécessite une logistique ainsi qu'un nombre minimal de participants.

Les activités proposées aux membres sont essentiellement des activités de réflexion sur différents sujets politiques. L'organisation met en place des groupes de travail thématiques devant déboucher sur des prises de positions et/ou des activités de sensibilisations. Ecolo J dispose ainsi d'un calendrier et de priorités propres, qui émergent des réflexions effectuées au sein de ses propres organes.

Ces éléments atténuent fortement l'influence de la socialisation sur l'offre de rétribution de cette organisation. Les groupes étant plus importants, la finalité des réunions étant focalisée sur la thématique du jour et non sur la socialisation des membres, l'accès aux réunions pour une personne non intégrée dans le groupe est plus aisé qu'au MJS et au JMR. Cet élément est accentué par l'idéologie plus ouverte de l'organisation : la réflexion permanente sur les positions de l'organisation et du parti permet à certains membres de se positionner en marge des positions adoptées sans que le coût n'en soit trop important.

L'offre de rétribution d'Ecolo J est centrée sur la participation à des réunions et débats. L'investissement des membres est variable, chacun est libre de participer à l'ensemble des réunions ou de se présenter à l'occasion. La moindre importance de la socialisation dans l'offre de rétribution a pour conséquence de faciliter le rapprochement ou la distanciation avec l'organisation, car les coûts d'entrée et de sortie sont réduits.

Les limbes de la participation politique

Le concept d'offre de rétribution est réducteur ; il aplatit une réalité éminemment complexe en une dimension unique. Une bonne compréhension des déterminants de l'engagement ne peut s'en contenter, chaque rétribution doit être analysée pour tenter d'en comprendre au mieux les tenants et aboutissants, et ce en faisant appel à toutes les armes des sciences humaines, de la sociologie à la psychologie. Ce concept permet pourtant de rappeler la multitude et l'interdépendance des déterminants du comportement humain, trop souvent oubliés tant la complexité de leur étude nécessite de circonscrire les domaines de spécialisation.

Nous avons voulu, à travers l'étude de quatre organisations militantes, montrer le potentiel de l'approche par offre de rétribution. MJS, JMR, JCDH et Ecolo J sont des organisations si proches dans leurs finalités que le type d'engagement qui est y effectué est présumé similaire. Nous avons souhaité montrer qu'une organisation de jeunesse partisane n'est pas l'autre, que ces différences ont une influence notable sur la propension d'une population à s'y engager et que, par conséquent, une réflexion sur l'engagement des jeunes au sein d'une société ne peut faire l'économie d'une réflexion sur l'offre de rétribution qui leur est accessible.

Le MJS offre la possibilité de se construire un réseau social local dense, impose un investissement personnel important ainsi que l'adhésion à une certaine image du socialisme. Les JMR proposent l'intégration au sein d'une classe sociale, facilement accessible à condition d'en respecter l'image et les codes. Les JCDH sont un emblème, à disposition de celui qui souhaite s'en emparer et l'utiliser. Ecolo J offre des espaces de discussions, au sein desquels chacun est libre d'aller et venir, de s'exprimer et d'écouter.

Nous l'avons dit déjà, ces structures conviennent à des personnes différentes. L'étudiant s'épanouissant dans une foule de manifestants n'est pas l'étudiant s'épanouissant dans d'interminables réunions de fond, ni celui heureux de se voir accueilli au sein d'un groupe fraternel. Et pourtant, ces trois étudiants posent un acte de participation politique. Quelles caractéristiques individuelles favorisent la participation ? Cela dépend de la participation.

Ces remarques nous poussent à poser la question de l'offre de mobilisation disponible. Qu'en est-il du jeune citoyen disposant d'importantes ressources et d'un intérêt prononcé pour le débat public, mais qui ne trouve auprès des organisations existantes aucune offre de rétribution satisfaisante ? Celui dont l'idéologie le rapproche d'un parti, mais dont l'échelle de préférences fait que la participation aux activités de celui-ci présente plus de coûts que de rétribution ? Existe-il, quelque part, des limbes de la participation politique où se retrouvent ces citoyens qui ne disposent d'aucune structure leur permettant d'exprimer ce potentiel de participation ? Connaître mieux le niveau méso de la participation politique nous offrirait des opportunités d'action sur celle-ci.

Bibliographie

- BACOT Paul, « Les partis cartellisés selon Katz et Mair. Partitocratie monopoliste d'État ou service public de démocratie ? », in AUCANTE Yohann et DÉZÉ Alexandre (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Science Po, 2009, pp.65-88.
- CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte, 2007.
- DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 3^{ème} édition, 1976.
- FILLIEULE Olivier, « Post-scriptum : proposition pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, Vol.51, n°1, 2001, pp.199-215.
- GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, Vol.27, n°1, 1977, pp.123-154.
- GAXIE Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, n°11(1), 2005, pp.157-188.
- HIRSCHMAN Albert, *Exit, Voice, and Loyalty : Responses to decline in firms, organisations, and states*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.
- HIRSCHMAN Albert, *Shifting involvement, private interest and public action*, Princeton, Princeton University Press, 1982.
- KATZ Richard et MAIR Peter, « Changing models of party organization and party democracy : The emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, Vol.1, n°1, 1995, pp.5-28.
- KATZ Richard et MAIR Peter (c), « Cadre, catch-all or cartel ? A rejoinder », *Party politics*, Vol.2, n°4, 1996, pp.525-534.
- KIRCHHEIMER Otto, « The transformation of the western European party system », in LAPALOMBARA Josef et WEINER Myron, *Political parties and political development*, Princeton, Princeton University Press, 1966.
- MAIR Peter, « Representative versus responsible government », *Working Paper*, Cologne, 2009.
- MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, Coll. « Champs », 1996.
- MORALES Laura, *Joining Political Organisations. Institutions, Mobilisation and Participation in Western Democracies*, Colchester, ECPR Press, 2009.
- OLSON Mancur, *Logic of collective action*, Harvard University Press, 1965.
- TILLY Charles et TARROW Sidney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Science po, 2008.
- VAN BIEZEN Ingrid, MAIR Peter & POGUNTKE Thomas, « Going, going,... gone ? The decline of party membership in contemporary Europe », *European Journal of Political Research*, Vol.51, n°1, 2012, pp.24-56.

VAN HAUTE Émilie, *Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique*, Bruxelles, Editions de l'Université Libre de Bruxelles, 2009.